

Cote du document: EB 2018/LOT/P.22/Rev.1
Date: 22 décembre 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président

Proposition de financement additionnel à la République de l'Équateur pour le Programme d'appui au "Bon vivre" dans les territoires ruraux

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Caroline Bidault
Chargée de programme de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +51(1) 625 90 78
courriel: c.bidault@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel en faveur de la République de l'Équateur pour le Programme d'appui au "Bon vivre" dans les territoires ruraux, telle qu'elle figure au paragraphe 45.

Proposition de financement additionnel à la République de l'Équateur pour le Programme d'appui au "Bon vivre" dans les territoires ruraux

I. Contexte et description du programme

1. Le Programme d'appui au "Bon vivre" dans les territoires ruraux a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en 2011 (EB/2011/103/R.27/Rev.1). L'accord de financement (pour les prêts I-849-EC et E-5-EC) entre la République de l'Équateur et le FIDA a été signé et est entré en vigueur le 30 mai 2012, la date d'achèvement initiale étant prévue au 30 juin 2018. Le but de ce programme est d'améliorer directement la sécurité alimentaire de 25 000 ménages ruraux, sur une période d'exécution de six ans. Cet objectif a été abaissé à 20 000 ménages à l'issue de l'examen à mi-parcours entrepris en 2015. Le coût total du programme (à l'exclusion des contributions initialement prévues de la part des institutions financières locales et des partenaires de coopération), qui se monte à environ 48,6 millions d'USD, est financé par un prêt du FIDA (10,75 millions de DTS), un prêt du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (10,7 millions d'EUR), un cofinancement du Gouvernement (7 millions d'USD), et par des contributions des bénéficiaires (environ 5,9 millions d'USD). Les gouvernements décentralisés autonomes participeront à hauteur de 3,3 millions d'USD. L'organisme d'exécution est le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.
2. En juin 2018, il a été demandé qu'un financement additionnel soit accordé au programme avant la fin de l'année. La date d'achèvement a été prolongée de six mois, jusqu'au 31 décembre 2018, et la date de clôture du financement a été repoussée au 30 juin 2019 pour permettre au programme de satisfaire aux conditions requises par le Conseil d'administration pour l'approbation du financement additionnel.
3. Le présent mémorandum sollicite l'approbation du Conseil d'administration dans le cadre de la procédure de défaut d'opposition pour un financement additionnel au titre de la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10), sous la forme d'un prêt à conditions ordinaires d'un montant de 10 millions d'USD pour Programme d'appui au "Bon vivre" dans les territoires ruraux. Le prêt sera accordé à des conditions ordinaires, avec un délai de remboursement de 18 ans, dont un différé d'amortissement de 6 ans. Ce financement additionnel répond à une demande de ressources adressée par le Gouvernement équatorien afin de consolider et intensifier les activités qui ont donné de bons résultats. Une prorogation de 30 mois des dates d'achèvement du programme et de clôture du financement, au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2021 respectivement, sera demandée.
4. Le programme couvre 46 municipalités rurales et 165 paroisses rurales dans neuf provinces (Chimborazo, Esmeraldas, Guayas, Imbabura, Loja, Los Ríos, Manabí, Santa Elena et Tungurahua). La zone cible s'étend sur huit territoires différents, pour une population totale d'environ 760 000 habitants, ce qui représente approximativement 16% de la population rurale du pays. Elle est habitée principalement par des petits producteurs et, dans certaines régions, par des

communautés autochtones et afro-équatoriennes, et présente des niveaux élevés de pauvreté et d'extrême pauvreté. Dans ces territoires se trouvent une grande variété d'écosystèmes fragiles ou menacés qui sont importants pour la production alimentaire nationale et la biodiversité (y compris l'agrobiodiversité), de même que des bassins versants qui alimentent les grandes villes.

Description initiale du programme

5. L'objectif de développement est d'améliorer la sécurité alimentaire de 20 000 ménages ruraux en situation d'insécurité alimentaire qui sont largement tributaires de l'agriculture à petite échelle et de ses activités connexes pour leur subsistance, et qui, par conséquent, sont vulnérables aux effets des changements climatiques. La plupart des ménages ont un accès limité à la terre et à l'eau, à l'assistance technique, aux services financiers ruraux et aux marchés. Pour atteindre cet objectif, le programme soutient des initiatives territoriales visant à promouvoir une production durable et agroécologique pour les producteurs familiaux en renforçant la capacité des communautés à gérer la terre, l'eau et les autres ressources naturelles et en assurant le financement de leurs plans d'activités. Ces initiatives favorisent les partenariats public-privé, l'emploi et la diversification de l'économie rurale.
6. Le groupe cible est composé de ménages ruraux pauvres et en situation d'insécurité alimentaire qui dépendent de l'agriculture à petite échelle et de ses activités connexes, l'accent étant mis sur les jeunes et les femmes.

II. Justification du financement additionnel

7. En juin 2017, la mission de supervision a indiqué que l'exécution du programme se déroulait conformément au calendrier prévu pour la réalisation de son objectif de développement, notamment grâce à une bonne gestion financière aux niveaux central et territorial. Dans le dernier rapport de supervision du programme, il a été constaté que l'exécution était efficiente et efficace grâce à la décentralisation des processus administratifs. La règle du cofinancement, qui exige que les bénéficiaires contribuent à hauteur de 40% du coût total des sous-projets, a considérablement favorisé l'appropriation du programme par le groupe cible. A ce jour, 17 000 ménages ruraux, soit 85% de la cible, ont bénéficié des services du programme.
8. La mission a conclu qu'il était possible d'intensifier les activités ayant donné de bons résultats; le financement supplémentaire sera donc utilisé à cette fin. Ces activités sont essentielles pour les initiatives communautaires et sont très demandées par les bénéficiaires. En s'appuyant sur les enseignements tirés de l'expérience, les nouvelles initiatives mettront particulièrement l'accent sur l'accès aux marchés dans le cadre d'une approche de partenariat public-privé-producteurs.
9. Afin de mettre en œuvre ces activités, le Gouvernement a également demandé une prolongation des dates d'achèvement du programme et de clôture du financement.

III. Performance d'exécution du programme

10. Le programme en est à sa sixième année d'activité. Malgré un démarrage relativement lent dû à des difficultés institutionnelles, l'équipe de programme nommée s'est engagée à accélérer l'exécution, ce qui a permis d'obtenir des résultats significatifs par la suite. L'exécution globale du programme a été jugée satisfaisante, de même que la probabilité d'atteindre l'objectif de développement. Au fil du temps, l'équipe de programme a acquis d'excellentes compétences en matière de planification et de gestion, et elle a démontré son engagement à atteindre l'objectif de développement dans les délais impartis.
11. Parmi les réalisations spécifiques du programme, on peut noter:
 - i) **Des effets conséquents.** Jusqu'à présent, les sous-projets ont contribué à:
 - i) augmenter durablement d'au moins 30% le revenu de 7 520 familles;

- ii) créer 5 061 nouveaux emplois (72,3% de l'objectif); iii) diversifier la production agricole, tout en assurant une plus grande durabilité et une meilleure résistance aux changements climatiques; iv) aider 5 414 familles à faire la transition vers des systèmes de production agroécologiques, l'agroforesterie ou le sylvopastoralisme, tout en améliorant la gestion des ressources naturelles renouvelables, notamment l'eau et le sol, et en atténuant les effets des changements climatiques; v) accroître le volume et améliorer la qualité des produits agricoles de 60% en moyenne; vi) améliorer l'utilisation des terres grâce à la mécanisation agricole et à la création de systèmes d'irrigation, et à réduire le travail des producteurs. En outre, compte tenu de la nature des cultures choisies, on s'attend à ce que ces résultats s'améliorent considérablement d'ici peu, lorsque tous les investissements et les cultures seront pleinement productifs.
- ii) **Une attention particulière aux jeunes et aux femmes.** Le programme utilise un mécanisme d'action positive qui impose qu'au moins 30% des sous-projets approuvés soient proposés par des jeunes, des femmes ou des personnes vulnérables. Il a également réduit la migration des jeunes en leur permettant de développer des activités économiques durables au sein de leurs propres communautés. Des écoles de formation soutenues par le programme encouragent la participation des jeunes et renforcent la cohésion intergénérationnelle.
- iii) **Une stratégie d'intégration territoriale réussie.** L'intégration du programme dans des processus territoriaux en cours a été reconnue comme une stratégie réussie, car elle relie les gouvernements autonomes décentralisés aux associations de producteurs et a permis une augmentation des contributions en nature et en espèces des gouvernements locaux. L'accès au crédit a également été important pour permettre aux bénéficiaires de se conformer à l'exigence de contribution en espèces, bien que cela ait parfois posé des risques pour les ménages bénéficiaires. La commercialisation demeure la principale préoccupation des producteurs, en particulier la commercialisation des cultures cycliques à long terme qui atteindront bientôt leur pleine production. Par conséquent, la priorité devrait continuer d'être accordée au renforcement des capacités et des liens au niveau territorial, et en particulier à la commercialisation et à l'accès aux marchés.
- iv) **Des conséquences significatives sur la nutrition.** Le programme a permis d'améliorer la nutrition familiale. D'une part, la création de jardins familiaux a permis aux familles de diversifier leur alimentation et de dépenser moins en cultivant des produits qu'elles achetaient auparavant. D'autre part, l'augmentation de leurs revenus provenant d'autres activités d'investissement a amélioré leur sécurité alimentaire.
- v) **Des effets inattendus sur les migrations.** Les résultats obtenus dans le cadre des sous-projets de culture des arbres fruitiers ont encouragé les femmes qui avaient émigré vers les zones urbaines à retourner dans les communautés rurales, car elles ont constaté que cette alternative était préférable au travail domestique ou à d'autres emplois similaires.

IV. Ciblage, description des activités, avantages escomptés et durée

12. L'objectif global, la couverture géographique, les composantes, l'organisation et la gestion du programme resteront inchangés. Le financement additionnel servira à augmenter le nombre de bénéficiaires. Comme mentionné précédemment, la date d'achèvement et la date de clôture du financement seront prolongées de 30 mois, respectivement jusqu'au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2021. L'accord de financement actuel (I-849-CE) sera modifié en conséquence.

13. Ce financement additionnel permettra au programme: i) de reproduire à plus grande échelle les résultats obtenus en élargissant sa portée à 6 000 ménages supplémentaires, en créant 7 500 nouveaux emplois à temps partiel ou à plein temps et en augmentant le revenu moyen des ménages ciblés d'environ 30%; ii) de renforcer les chaînes de valeur existantes au niveau territorial (soutien à la production primaire, aux intrants, à la transformation, à la collecte et la commercialisation) en finançant des projets d'investissement d'associations de producteurs et en favorisant la participation des jeunes et des femmes et iii) de continuer à promouvoir une meilleure productivité, mais en mettant davantage l'accent sur l'accès au marché et la commercialisation.

V. Composantes et activités

14. Le programme initial est articulé autour de trois composantes: i) le renforcement des capacités en matière de développement territorial (7,36 millions d'USD); ii) le fonds d'investissement pour les initiatives territoriales (32,59 millions d'USD); iii) la gestion et le suivi-évaluation du programme (8,67 millions d'USD).
15. Les activités de financement additionnelles s'inscriront dans les mêmes composantes et territoires et sont conformes aux objectifs du Programme d'appui au "Bon vivre" dans les territoires ruraux en cours.

Composante 1: le renforcement des capacités en matière de développement territorial

16. Le financement additionnel suivra la même approche, mais n'appuiera pas de nouvelles activités dans le cadre de cette composante. Les nouvelles activités seront incluses dans la sous-composante de renforcement des capacités de la composante 2, en raison de processus internes: au début de l'année 2012, la présidence a créé un comité de contrôle chargé de vérifier l'endettement extérieur sur la base de l'article 289, paragraphe 3 de la Constitution équatorienne de 2008, selon laquelle "l'endettement public ne doit être utilisé que pour financer des programmes d'investissement et des projets d'infrastructure". Pour cette raison, il a été décidé que les activités relevant de la composante 1 seraient intégrées à la composante 2.

Composante 2: Fonds d'investissement pour les initiatives territoriales

17. Le financement additionnel soutiendra le développement à plus grande échelle du renforcement des capacités, du renforcement des chaînes de valeur existantes au niveau territorial grâce au financement de projets d'investissement d'associations existantes, et de la promotion de la participation des jeunes et des femmes. Les activités seront davantage axées sur la commercialisation et l'accès aux marchés, tout en continuant de soutenir l'accroissement de la productivité.
18. Le financement supplémentaire de 14,3 millions d'USD sera utilisé pour cette composante: 10 millions d'USD proviendront du prêt additionnel du FIDA et 4,3 millions d'USD des bénéficiaires.

Composante 3: Gestion et suivi-évaluation du programme

19. Tous les coûts de fonctionnement, y compris le suivi et l'évaluation du programme, sont pris en charge par le gouvernement. Dans le cadre du financement additionnel, le gouvernement continuera de financer les salaires et tous les autres frais d'exploitation pendant la période de prolongation.
20. Au total, 3,47 millions d'USD issus du financement additionnel seront utilisés au titre de cette composante.

VI. Avantages, coût et financement

21. **Coût du programme.** Le coût initial du programme, soit environ 48,6 millions d'USD, est financé comme suit: i) un prêt du FIDA (10,75 millions de DTS) et un prêt du Fonds fiduciaire espagnol (10,7 millions d'EUR), pour un total de 32,3 millions d'USD; ii) une contribution gouvernementale (nationale et locale) d'environ 10,4 millions d'USD et iii) une contribution des bénéficiaires d'environ 5,9 millions d'USD.
22. Compte tenu du financement additionnel proposé, soit 10 millions d'USD, et des contributions nationales correspondantes, soit 7,8 millions d'USD, le coût total révisé du programme s'élève à 66,4 millions d'USD.

Stratégie et plan de financement du programme

23. La répartition des coûts du programme par composante et par catégorie de dépenses est résumée dans les tableaux 1 et 2 ci-après.

Tableau 1

Coût du programme par composante et par source de financement

(En milliers d'USD)

Composante	Prêts du FIDA et du Fonds fiduciaire espagnol		Contributions initiales du Gouvernement		Contributions initiales des bénéficiaires		Prêt additionnel du FIDA		Contributions supplémentaires du Gouvernement		Contributions supplémentaires des bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Renforcement des capacités en matière de développement territorial	7 022	95	334	5	-	-	-	-	-	-	-	-	7 356	11
2. Fonds d'investissement pour les initiatives territoriales	23 336	50	3 339	7	5 918	13	10 000	21	-	-	4 286	9	46 879	71
3. Gestion et suivi-évaluation du programme	1 938	16	6 736	55					3 467	29			12 141	18
Total	32 296	49	10 409	16	5 918	9	10 000	15	3 467	5	4 286	6	66 376	100

Tableau 2

Coûts du programme par catégorie de dépenses et par source de financement

(En milliers d'USD)

Composante	Prêts du FIDA et du Fonds fiduciaire espagnol		Contributions initiales du Gouvernement		Contributions initiales des bénéficiaires		Prêt additionnel du FIDA		Contributions supplémentaires du Gouvernement		Contributions supplémentaires des bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
A. Biens	341	64	193	36	-	-	-	-	-	-	-	-	534	1
B. Services et formation d'innovation technologique	8 588	96	334	4	-	-	-	-	-	-	-	-	8 922	13
C. Sous-projets communautaires pour le développement des entreprises (subventions)	23 367	50	3 339	7	5 918	13	10 000	21	-	-	4 286	9	4 6910	71
D. Salaires, fonctionnement et entretien	-	-	6 544	65	-	-	-	-	3 467	35	-	-	10 010	15
Total	32 296	49	10 409	16	5 918	9	10 000	15	3 467	5	4 286	6	66 377	100

Profils et plan de décaissement

24. Le programme devrait absorber intégralement le prêt initial du FIDA et le prêt du Fonds fiduciaire espagnol d'ici à la fin de la sixième année, comme prévu. Le prêt additionnel du FIDA commencera à financer des activités au cours de l'exercice 2019.

Résumé des avantages et analyse économique

25. Le financement additionnel contribuera à l'amélioration des moyens d'existence. Une évaluation financière et économique révisée comprenant le financement additionnel a été préparée sur la base d'un objectif de 23 000 ménages bénéficiaires pour les investissements les plus importants, engendrant des avantages quantifiables directs tels qu'une augmentation du revenu des ménages, une augmentation de la productivité, une réduction des pertes lors des récoltes et après récolte, et une augmentation de la valeur ajoutée des partenariats privés et publics soutenus par le programme.
26. L'analyse financière indique qu'un certain nombre d'alternatives présentant des rendements financiers positifs sont rapidement adoptées par les agriculteurs grâce au dispositif de dons de contrepartie. Compte tenu des avantages économiques générés par ces initiatives, les taux de rentabilité interne sont supérieurs au taux de prêt moyen actuel de 11,83%, variant entre 17% et 38%, tandis que la valeur actuelle nette varie entre 519 et 2 554 USD par ménage. Cela démontre la faisabilité financière du programme.
27. L'analyse de faisabilité économique démontre que le programme est économiquement viable, avec un taux de rentabilité économique interne de 24,66%, une valeur économique actuelle nette de 27 millions d'USD, et un ratio coût-bénéfice de 1,77.
28. L'analyse de sensibilité montre que les indicateurs de faisabilité économique sont sensibles aux réductions des prix de vente: le taux de rentabilité économique interne tombe à 11,6% lors d'une baisse de 20% du prix. Un retard de deux ans dans l'exécution fait chuter le taux de rentabilité économique interne à 14,56%, ce qui reste supérieur au taux d'actualisation. Une baisse de 20% des rendements entraîne une diminution du taux de rentabilité économique interne à 11,85%, ce qui est inférieur au taux d'actualisation. Toutefois, le programme ne tient pas compte de la variation d'autres paramètres tels que les coûts du programme, l'augmentation des intrants de production et la diminution des bénéfices.

Durabilité

29. La pérennité des avantages découlant du programme repose sur: i) la mise en place d'alliances qui facilitent une approche coordonnée pour la mise en œuvre d'initiatives endogènes au niveau territorial axées sur la viabilité de la production agroécologique et de l'accès aux marchés pour les producteurs familiaux et ii) le renforcement de la gouvernance et le soutien à la planification participative qui renforcera les capacités au niveau territorial concernant la gestion des terres, de l'eau et des autres ressources naturelles stratégiques dans les territoires ciblés.

VII. Risques associés aux activités dans le cadre du financement additionnel

A. Risques liés au programme (y compris les risques d'ordre fiduciaire) et atténuation de ces risques

30. **Risques sociaux et environnementaux potentiels.** Les objectifs, les résultats et les approches proposés du programme devraient avoir des effets sociaux et environnementaux positifs. Les principaux risques identifiés sont associés: i) à la portée large et complexe du processus de décentralisation; ii) au fait que l'adaptation aux changements climatiques ne peut pas prévenir tous les risques potentiels d'événements climatiques graves. Concernant le premier de ces risques,

les mesures d'atténuation comprennent: le renforcement des gouvernements paroissiaux qui sont les représentants directs des communautés rurales; la facilitation de la coordination entre les secteurs institutionnels et entre les paroisses elles-mêmes pour permettre une approche commune de la gestion des ressources naturelles et du développement des infrastructures; et le soutien à un processus d'apprentissage systématique grâce à un suivi et une évaluation participatifs. En ce qui concerne le deuxième risque, l'accent a été mis sur les systèmes agroécologiques, ce qui a permis d'accroître la résilience grâce à la diversification et à une meilleure gestion des sols et de l'eau. Une meilleure coordination avec les initiatives environnementales au niveau territorial a permis d'adopter une approche plus solide pour maintenir et améliorer les services écosystémiques. Le programme continuera à utiliser d'autres mesures d'atténuation ayant fait leurs preuves pour réduire l'incidence de ces risques.

31. **Contexte national et risques fiduciaires inhérents.** Ces dernières années, le pays a souffert d'instabilité économique, ce qui a conduit le gouvernement à mettre en œuvre des mesures d'austérité. Il s'agissait notamment de limiter le type de projet financé par des ressources extérieures aux projets d'investissement. Afin d'atténuer ce risque, le gouvernement a déjà engagé la totalité de ses fonds de contrepartie, estimés à 3,1 millions d'USD, pour toute la durée du programme (2019-2021).
32. **Maîtrise des risques spécifique au programme.** Il est reconnu que l'équipe de gestion du programme est composée de professionnels très expérimentés, en particulier dans l'unité financière. Le FIDA a jugé satisfaisante la qualité de la gestion financière. Le roulement important du personnel dans les institutions gouvernementales (trois ministres en 15 mois) a rendu nécessaire le maintien de la même dotation en effectifs et des mêmes moyens humains. Les rapports d'audit externe des années précédentes ont été validés sans réserve, mais ont cependant été soumis avec un certain retard. La présentation tardive des rapports d'audit est un problème récurrent, mais l'expérience acquise par l'institution supérieure de contrôle durant l'année en cours devrait permettre d'accélérer la présentation du prochain rapport. Par conséquent, le risque présenté par le programme dans son ensemble est considéré comme moyen.

B. Catégorie environnementale et sociale

33. Une note d'examen des procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique été préparée comme condition préalable au financement additionnel du programme. Lors de la conception du programme (en 2011), une note d'évaluation environnementale et sociale l'a classé dans la catégorie B car il ne comportait aucun risque environnemental direct. Le programme a été conçu pour générer d'importants bénéfices liés aux services écosystémiques, notamment la conservation de l'agrobiodiversité, des sols et de l'eau, et la réduction de l'utilisation des produits agrochimiques.
34. Les activités de financement additionnelles sont similaires à celles prévues lors de la conception initiale et, par conséquent, elles maintiendront la portée et l'échelle de la classification en catégorie B, étant donné que le programme ne comporte pas de risques environnementaux directs ou indirects et qu'il est conçu pour générer des avantages importants pour l'écosystème. La plupart des sous-projets viseront à provoquer des effets positifs directs sur l'environnement, notamment en relation avec les systèmes de production agroécologiques diversifiés qui sont encouragés et mis en œuvre par le Programme d'appui au "Bon vivre" dans les territoires ruraux.
35. Néanmoins, le processus de sélection et l'évaluation continue de l'impact sont essentiels pour mettre en place des pratiques d'adaptation et de gestion des risques capables de réduire la vulnérabilité des petits exploitants agricoles face à l'augmentation des perturbations et des chocs d'origine climatique.

C. Classification du risque climatique

36. Le Programme d'appui au "Bon vivre" dans les territoires ruraux a été classé comme présentant un risque climatique modéré. Si les conditions climatiques rapportées dans le Bulletin Climatique Annuel 2018¹ restent inchangées pendant la période d'exécution du programme, aucun événement extrême ne devrait se produire, et par conséquent il pourrait ne pas y avoir d'effets significatifs sur la productivité agricole, l'accès aux marchés ou sur l'incidence associée des ravageurs et maladies pour la population cible.

VIII. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

37. Le programme initial était conforme au Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015 et aux autres politiques pertinentes applicables au moment de la conception du programme. Avec ce financement additionnel, le programme reste pleinement aligné sur toutes les stratégies et politiques pertinentes du FIDA, en particulier le Cadre stratégique 2016-2025 (objectif stratégique 1: renforcer les capacités productives des populations rurales pauvres; objectif stratégique 2: accroître les avantages que les populations rurales pauvres tirent de leur intégration au marché; et objectif stratégique 3: renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience aux changements climatiques des activités économiques des populations rurales pauvres).

B. Cadre organisationnel

Coordination du programme, gestion financière, passation des marchés et gouvernance

38. Après l'examen à mi-parcours et diverses missions de supervision, il a été conclu que les arrangements du programme sont adéquats. L'unité de gestion du programme déjà en place sera responsable et comptable de la bonne utilisation du financement additionnel conformément aux dispositions de l'accord de financement. Le FIDA mettra le financement supplémentaire à la disposition du gouvernement selon les modalités et conditions prévues dans l'accord de financement. En ce qui concerne les modalités précises de gestion financière, de passation des marchés et de contrôle interne, aucune modification ne sera apportée par rapport à celles indiquées dans le Rapport du Président (EB 2011/103/R.27/Rev.1).

C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et approches de communication stratégique

39. **Suivi et évaluation.** Le système de suivi-évaluation (S&E) a été considérablement amélioré, même si l'analyse des indicateurs d'effet et d'impact doit encore être renforcée. Des ajustements ont été apportés à la matrice des résultats pour tenir compte des objectifs actualisés de l'examen à mi-parcours et du financement additionnel proposé. L'expert en S&E du programme participera au programme de formation et de certification pour le suivi-évaluation en matière de développement rural, ce qui renforcera encore les capacités dans ce domaine. Le cadre logique sera actualisé, conformément aux nouvelles directives du FIDA.
40. **Gestion des savoirs et communication.** La stratégie de gestion des connaissances du programme se caractérise par: i) des initiatives visant à systématiser et à partager les connaissances traditionnelles des communautés autochtones de la Sierra sur l'ethno-agroécologie; ii) des échanges entre les organisations des territoires ruraux sur les meilleures pratiques qui renforcent les réseaux de producteurs et les créneaux commerciaux et iii) la systématisation des expériences clés du développement territorial dans différentes régions de l'Équateur.

¹ [Bulletin Climatique Annuel 2018.](#)

D. Proposition de modifications à apporter à l'accord de financement du programme

41. Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, l'accord de financement du programme sera amendé afin d'y inclure les dispositions relatives au financement additionnel ci-après:
- i) Financement de contrepartie reflétant les tableaux de coûts mis à jour;
 - ii) Ajustements de la matrice des résultats à demander, comme indiqué à l'appendice;
 - iii) Dates d'achèvement du programme et de clôture du financement à reporter au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2021, respectivement. Modification de l'accord de financement actuel (I-849-CE) en conséquence;
 - iv) Budget total, catégories de dépenses, objectifs du cadre logique et nombre de bénéficiaires.

IX. Instruments et pouvoirs juridiques

42. Un accord de financement modifié entre la République de l'Équateur et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement additionnel proposé sera consenti à l'emprunteur.
43. La République de l'Équateur est habilitée en vertu de ses lois à recevoir un financement du FIDA.
44. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

X. Recommandation

45. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Équateur un prêt à des conditions ordinaires, avec un délai de remboursement de 18 ans, dont un différé d'amortissement de 6 ans, d'un montant de dix millions de dollars des États-Unis (10 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Updated Logical Framework Incorporating Additional Financing

Results Hierarchy	Indicators		Programme Yr 6 (2017)			Programme Yr 7 (2018)			% Achievem ent	New overall target with Ad.Fin.
	Name	End Target	Year Target	Year Result	Cumul ative	Year Target	Year Result	Cumul ative		
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members									
	Household members - Number of people	100000		1260	75160			84760	85%	114760
	1.a Corresponding number of households reached									
	Households - Number	20000	0	2022	15032		150	16952	85%	22952
Goal: Contribute to the sustainable productive reconversion, improvement of income and food sovereignty of the rural population of the country.	Rural poverty reduction									
	Poverty reduction - Percentage (%)	25								
	Families have increased the value of their assets by 10%									
	Households - Number	16000			1785		7257	9042	57%	16000
Development Objective: Promote the sustainability of the livelihoods of rural families in the targeted territories.	Stable employment (25% women and 25% youth) in agricultural and non-agricultural activities									
	Employment - Number	7000	700	556	3538		1288	5061	72%	7500
	Families with projects have increased their income by at least 30% in a sustainable manner (50% of beneficiary families)									
	Households - Number	10000		1989	3774		3028	7518	75%	11500
	Learning networks in operation									
	Networks - Number	5		1	3			3	60%	5
	Families have made the transition to agroecological production systems									
	Households - Number	8000		993	4429		985	5414	68%	8000
	Incremento en la productividad de rubros financiados por el proyecto									
	Increase in Productivity - Percentage (%)	60								60
Outcome C.1: 1. Las organizaciones de las familias rurales fortalecidas en sus capacidades para incidir en procesos de planificación, monitoreo y veeduría social a nivel de los territorios	Organizaciones fortalecidas en capacidades para incidir en los procesos de gestión territorial									
	Organizaciones - Number	100	2	1	86		25	111	111%	100
	Representantes (50% mujeres, 25% jóvenes) de las organizaciones fortalecidas han participado en procesos de gestión territorial									
	Personas - Number of people	350	6	5	363			363	104%	350
Outcome C.1: 2. Organizaciones de familias rurales fortalecidas en la gestión para la prestación de servicios de apoyo a la producción agroecológica, transformación y comercialización	Organizaciones fortalecidas en la gestión de servicios de apoyo a la producción agroecológica, transformación y comercialización, incluidas 24 juntas de regantes o figura similar									
	Organizationss - Number	50	10	10	65		13	78	156%	110
Outcome C.1: 3. Organizaciones de las familias rurales, jóvenes y mujeres cuentan con conocimientos mejorados en producción, comercialización	Personas (50% mujeres, 50% jóvenes, 25% indígenas) con conocimientos mejorados en producción, comercialización y asociatividad									
	Personas - Number of people	4000	1000	962	3886		150	4036	101%	5500
	Organizaciones que han adoptado al menos 2 mejores prácticas de producción, empresarialidad, comercialización y asociatividad									
	Organizaciones - Number	115	2	4	115			139	121%	190
Outcome C.2: 4. Organizaciones de las familias rurales, jóvenes y mujeres con proyectos comunitarios, empresariales y de infraestructura	Familias organizadas han desarrollado 152 proyectos (agrícolas y no agrícolas)									
	Households - Number	17500	1100	1035	11385		4632	16017	92%	21500
	Productores con prácticas agroecológicas accedan a mercados certificados internos e internacionales									
	Personas - Number of people	4000	200		1277			1549	39%	4000
	Familias se benefician de sistemas de riego, centros de acopio, y otras infraestructuras para el procesamiento de productos									

Results Hierarchy	Indicators		Programme Yr 6 (2017)			Programme Yr 7 (2018)			% Achievem ent	New overall target with Ad.Fin.
	Name	End Target	Year Target	Year Result	Cumul ative	Year Target	Year Result	Cumul ative		
productiva acceden a servicios e infraestructura de apoyo a la producción, transformación y mercado	Households - Number	10000	3000	3772	8851		569	9420	94%	13000
Outcome	Organizaciones beneficiadas aplicando métodos efectivos para el SEP									
C.3: 5. Las organizaciones de las familias rurales y otros actores han fortalecido capacidades para el seguimiento y evaluación participativo	Organizaciones - Number	60	12	8	36		4	40		60
	Organizaciones beneficiadas han participado en jornadas anuales de rendición y diálogo									
	Organizaciones - Number	152	6	5	109		23	132		190
Output	PBV formulados y ejecutados (RIMS 1.6.7 Village/Community plans formulated)									
C.1: 1.1 Las familias y sus organizaciones formulan y ejecutan planes de BUEN VIVIR Comunales-PBVC (organizativo)	Planes - Number	7	1		10			10	143%	7
	Familias beneficiadas directos con Planes Buen Vivir comunales y/o organizativos									
	Households - Number	500	100	188	476		40	516	103%	500
	Plan de formación en gestión territorial -Organizativo									
	Planes - Number	1	0		4			4	400%	1
Output	20 promotores formados en gestión territorial									
C.1: 1.2 Personas en capacitación en gestión territorial (organizativo)	Personas - Number of people	20	20	19	79			79	395%	20
	Miembros de grupos de la comunidad formados o reforzados en gestión territorial									
	Personas - Number of people	500	0		269		135	404	81%	500
Output	Organizaciones formulan y ejecutan planes de fortalecimiento para la prestación de servicios									
C.1: 2.1 Organizaciones de familias rurales con planes de fortalecimiento para la prestación de servicios	Organizaciones - Number	50	10	13	42		31	73	146%	50
	Personas (50% jóvenes, 50% mujeres) han recibido capacitación en temas productivos									
	Personas - Number of people	5000	1160	1187	5381			5381	108%	7000
Output	Promotores (400) y técnicos (160) (50% son mujeres, 25% jóvenes) capacitados y brindado servicios a las organizaciones									
C.1: 3.1 Organizaciones de familias rurales, jóvenes y mujeres formulan y ejecutan propuestas en gestión de la producción (Técnico).	Personas - Number of people	560	100	189	454		45	499	89%	560
	50 prestadores de servicios formados para acompañar a los productores									
	Personas - Number of people	50	25	22	164			164	328%	50
	Planes de formación formulados e implementados Técnico									
	Planes - Number	5	1	3	5			5	100%	5
	Familias organizadas han participado en la formulación y ejecución de proyectos productivos agroecológicos									
	Households - Number	10500	250	210	8834		1053	9887	94%	13500
Output	Familias (50% jóvenes, 50% mujeres, 25% indígenas y afro-ecuatorianos) organizadas han participado en la formulación y ejecución de proyectos infraestructura productiva (transformación, infraestructura, comercialización)									
C.2: 4.1 Las familias organizadas formulan y ejecutan proyectos productivos-agroecológicos, comunitarios, empresariales, de infraestructura productiva (agrícolas y no agrícolas)	Households - Number	7500	300	265	5226		659	5885	78%	8285
	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated									
	Hectares of land - Area (ha)	4000	70	735.64	2697		272	2969	74%	4500
	2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated									
	Market facilities constructed/rehabilitated - Number	35	5	4	22		10	32	69%	50
	Processing facilities constructed/rehabilitated - Number	100			14		32	46	14%	150

Results Hierarchy	Indicators		Programme Yr 6 (2017)			Programme Yr 7 (2018)			% Achievem ent	New overall target with Ad.Fin.
	Name	End Target	Year Target	Year Result	Cumul ative	Year Target	Year Result	Cumul ative		
	Storage facilities constructed/rehabilitated - Number	100	10	13	38		7	45	39%	150
Output C.2: 4.2 Personas con acompañamiento en prácticas productivas de manejo sostenibles, empresariales y de transformación y comercialización	Familias han recibido acompañamiento técnico (5000 jóvenes y mujeres)									
	Households - Number	16000	700	157	11048		1887	12935	81%	17500
Output C2: 5.1 Seguimiento a las organizaciones de las familias, jóvenes y mujeres sobre el cofinanciamiento a los proyectos	Instituciones financieras participan en el Proyecto									
	Instituciones - Number	10	1	5	22		7	29	290%	10
	Organizaciones con cofinanciamiento realizado con IFIs									
	Organizaciones - Number	125	10	2	48			48	38%	125
	Organizaciones capacitadas en métodos de seguimiento y evaluación participativa.									
	Organizaciones - Number	80	25	33	61		8	69	86%	95
	CLAP capacitados para toma de decisiones									
	CLAP - Number	152	3	1	98		13	111	73%	152
	Rutas de aprendizaje realizadas sobre el SEP									
	Rutas - Number	3	1	1	2			2	67%	3
	Foros de intercambios experiencia									
	Foros - Number	7	2	1	9		11	20	286%	7
	Sistematizaciones sobre experiencias realizadas									
	Sistematizaciones - Number	10	1		10			10	100%	14
	Plan de formación en SEP establecido									
	Planes - Number	1	1		3			3	300%	1
	People trained in community management topics									
	Total persons trained in other - Number of people	160	30		248			248	155%	160
Output C2: 5.2 Sistema de Seguimiento y Evaluación Participativa elaborado y socializado con los actores	Equipos de UETs utilizando el sistema de SEP									
	Equipos - Number	7	1	4	5		1	6	86%	7
	1Sistema de Información Gerencial implementado y funcionando accesible vía internet									
	Sistemas - Number	1	0		1			1	100%	1
	Organizaciones beneficiarios participan en acciones de seguimiento y evaluación del desempeño del proyecto									
	Organizaciones - Number	140	67	97	123		2	125		170